



ressort

APACRO

AVCO

Communiqué de presse / DECFO

**S'OPPOSER à la déclassification - RASSEMBLER les perdants -
LUTTER pour les revalorisations**

Pour la défense des secteurs dévalorisés, la FSF appelle tous ses membres à accompagner la mobilisation de ses associations perdantes, le 11 novembre.

Quatre associations membres de notre faîtière, qui manifesteront dès 16h15, invitent leurs membres à se mettre en grève lors de cette journée de mobilisation.

Par ailleurs, la FSF fera un large usage des mesures prévues dans la convention signée le 3 novembre pour la défense de ces secteurs.

Avec les autres organisations syndicales, La FSF a milité et lutté pour que l'Etat mette plus d'argent dans son projet de réforme salariale, ce qui a été obtenu après la grève du 31 janvier 2008.

Dès juillet 2007, la FSF a négocié selon 3 objectifs:

1. Protéger les revalorisations contenues dans le projet pour les secteurs oubliés **ET** obtenir que les revalorisations soient servies plus justement ;
2. Obtenir des compensations dans les secteurs fortement attaqués par le projet ;
3. Obtenir la mise en œuvre d'un maximum d'instruments qui permettent non seulement le réexamen des classifications des fonctions, mais aussi de revoir le classement de chacun des postes.

Après de très profonds débats, persuadée d'avoir tenu ses objectifs dans leurs grandes lignes, mais néanmoins consciente du fait que demeurent des perdants, la FSF a pris ses responsabilités et signé, le 3 novembre 2008, une convention avec le Conseil d'Etat.

Lors de l'Assemblée du 31 octobre, les délégués, unanimes, ont appelé l'ensemble des associations de la FSF à se mobiliser aux côtés des secteurs perdants.

Forte de cette prise de position solidaire, la FSF a appelé ses membres à rejoindre la manifestation de la fonction publique du 11 novembre prochain.



FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE FONCTIONNAIRES VAUDOIS

Pour la FSF, cette action se déroulera en **trois temps**:

- **à 13h00** : conférence de presse dans les locaux de la FSF, chemin des Allinges 2, Lausanne ;

- **à 16h15**: rassemblement FSF à la rue de la Borde 3D devant le centre d'orientation régional de Lausanne avec des interventions des représentants de nos associations perdantes (notamment des secteurs administratifs et des psychologues, conseillers en orientation), différentes actions

- **à 16h50**: les associations de la FSF rejoindront (en cortège) le rassemblement du reste de la fonction publique à la place St-François.

Plusieurs associations de la FSF ont appelé leurs membres à se mettre en grève le 11 novembre. Il s'agit de :

- l'Association vaudoise des assistant-e-s de direction d'établissements scolaires (**AVADES**)
- l'Association vaudoise des psychologues conseillères et conseillers en orientation (**AVCO**)
- l'Association du personnel administratif des centres régionaux d'orientation (**APACRO**)
- le Regroupement des secrétariats des départements souhaitant obtenir une reconnaissance de leur travail (**RESSORT**)

Dans ces secteurs, plus de 80% des employés actuels seront perdants avec la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale. Les informations concernant le sort réservé à ces fonctions n'ont été communiquées que le 10 octobre dernier, la mobilisation est donc capitale avant l'entrée en vigueur de DECFO.

La FSF fera usage de l'article 12 de l'accord du 3 novembre 2008 pour demander le réexamen immédiat de la classification des employés concernés avant la bascule finale.

Dans ce cadre, la FSF appelle le Conseil d'Etat à respecter et mettre en œuvre l'ensemble des engagements de la convention du 3 novembre.

Elle appelle aussi le Grand Conseil à voter le crédit nécessaire au projet, en premier lieu le crédit supplémentaire de 12 millions nécessaire aux revalorisations des fonctions oubliées

Enfin, dans un contexte où l'Etat seul porte la responsabilité d'une information lacunaire et trompeuse, la FSF appelle solennellement chacun à agir en responsabilité et en toute connaissance du dossier.

Elle dénonce toute forme de désinformation, d'où qu'elle vienne, qui poursuivrait d'autres buts et mettrait en péril tant les revalorisations que les instruments utiles et indispensables à l'amélioration future du système nouveau, au bénéfice des employés de l'Etat.

Lausanne, le 10 novembre 2008